

MAIRIE DE LORMONT
Rue André Dupin
B.P. 1
33305 LORMONT CEDEX

**MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE
SALLE POLYVALENTE À CARRIET**

Marché 2025_16 S

**La présente consultation est soumise aux dispositions des articles L 2124-1 et
R 2124-1 du Code de la Commande Publique**



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date limite de remise des candidatures :

le 11 JUILLET 2025 à 12h00

Article 1 – Identification de l'acheteur

Acheteur : Mairie de LORMONT

1 rue André Dupin

BP 1

33305 LORMONT CEDEX

Tél : 05.57.77.63.27

<https://www.lormont.fr>

L'acheteur agit au nom et pour le compte de la ville de Lormont en tant que maître d'ouvrage principal.

Il est dénommé dans les présentes comme le maître d'ouvrage, ou le pouvoir adjudicateur.

Article 2 – Objet de la consultation et définition des prestations

Article 2.1 – Nature et consistance de l'ouvrage à réaliser, planning prévisionnel

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Mission de Maîtrise d'œuvre Bâtiment pour la construction d'une nouvelle salle polyvalente à Carriet

Caractéristiques techniques :

Domaine : Construction neuve – bâtiments ERP –

La présente consultation concerne l'exécution d'une mission de maîtrise d'œuvre en vue de la réalisation des travaux désignés ci-après :

- travaux de gros œuvre
- travaux de second œuvre (électricité, plomberie, chauffage, climatisation, cloison doublage, isolation, menuiserie extérieure, menuiserie intérieure, revêtements de sol, carrelage, peinture ...)
- travaux d'aménagement extérieur

La Ville de Lormont procédera en préalable aux travaux de démolition de la structure existante

Lieu d'exécution des prestations :

rue des Glaïeuls

33310 Lormont

Enveloppes prévisionnelles des travaux et tranches ferme et optionnelle :

La partie de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage se décomposera en deux tranches :

-une tranche ferme qui sera la solution de base, dont le contenu de cette tranche correspondra à la construction sur un niveau et la réalisation d'une SDP d'environ 346 m²

le coût prévisionnel de cette tranche ferme sera donc arrêtée à **1 300 000 € HT**

-une tranche optionnelle n°1 (qui comportera des Prestations supplémentaires éventuelles soumises à l'octroi de subventions) dont le contenu financier sera arrêté à 400 000 € HT ; le contenu de cette tranche correspondra à la réalisation d'une construction autorisant un 2° niveau et la réalisation d'une SDP d'environ 481 m² avec la réalisation d'un parc paysager

Le coût prévisionnel de cette tranche optionnelle n°1 sera donc arrêtée à **400 000 € HT**

Cette enveloppe supplémentaire de la tranche optionnelle n°1 (**+ 400 000 €**) serait éventuellement affermie sous conditions d'attribution (non encore connues à ce jour) et qui viendrait augmenter la solution de base pour un projet plus ambitieux en terme de surface et de volume.

Il convient donc de considérer deux coûts prévisionnels des travaux à ce stade de la consultation, un coût prévisionnel pour la tranche ferme et un coût prévisionnel pour la tranche optionnelle n°1 ; le candidat proposera donc deux offres de prix selon ces 2 coûts prévisionnels de chaque tranche.

L'exécution de la tranche optionnelle sera subordonnée à la décision de l'acheteur de l'affermir et sera notifiée au titulaire par une décision de notification d'affermissement ; le coût prévisionnel définitif sera donc réajusté et la rémunération de la mission de Maîtrise d'oeuvre sera arrêtée officiellement et réajustée par avenant en fonction de la proposition financière qui aura été mentionnée dans l'acte d'engagement.

Dans le cas où cette tranche optionnelle n'est pas affermie, le titulaire est informé qu'il ne bénéficiera pas d'une indemnité d'attente ou de dédit.

Planning prévisionnel :

La date de démarrage de la mission est prévue en septembre 2025, dans l'objectif d'une livraison du bâtiment à l'automne 2027.

En détail :

consultation pour le choix de la MOe : Juin à Septembre 2025,

- désignation du MOe et phase études : de Septembre 2025 à Mars 2026,

- consultation des entreprises : Mars à Mai 2026,

- travaux : environ 18 mois soit une livraison prévue Novembre 2027.

Article 2.2 – Mode de dévolution - Allotissement – décomposition en tranches – Forme du marché

Le marché est unique ; Le marché n'est pas alloti ; Le marché est mono-attributaire.

Il est prévu un découpage en tranches : le marché est un marché à tranches au sens des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du code de la commande publique.

Le marché n'est pas réservé.

Article 2.3 – Contenu de la mission confiée à l'attributaire

Le marché qui sera conclu à la suite de la procédure engagée aura pour objet l'exécution des missions de maîtrise d'œuvre suivantes définies par le livre IV de la partie 2 du code de la commande publique et précisées dans le CCAP :

Le présent marché a pour objet de confier au maître d'œuvre tout ou partie des éléments de mission suivants ou définis dans l'acte d'engagement :

Pour une opération de bâtiment :

Éléments de la mission de base de maîtrise d'œuvre pour une opération de construction neuve de bâtiment :

MISSION	ABRÉVIATION Réutilisation réhabilitation Bâtiment
Études d'Esquisse	ESQ
Études d'avant-projet sommaire	APS
Études d'avant-projet définitif dont l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction (PC)	APD
Études de projet	PRO
Assistance à la passation des contrats de travaux dont établissement du dossier de consultation des entrepreneurs (DCE)	ACT

Visa	VISA
Direction de l'exécution des marchés publics de travaux	DET
Assistance apportée au mandataire du MOA lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement	AOR

Autres éléments de missions de maîtrise d'œuvre :

Ordonnancement - Pilotage- Coordination	OPC
---	-----

Missions complémentaires confiées :

MISSION de Communication et concertation auprès des habitants (cette phase de mission n'est pas réglementairement définie mais le candidat devra en tenir compte dans sa proposition)	COM
MC1 - Permis de construire	PC

De plus, le maître d'œuvre exécute l'ensemble des tâches et des missions qui lui sont imparties : Dans le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106877A) ;

Dans le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106871A).

Le contenu de ces éléments de mission est défini dans le titre III du livre IV de la partie 2 du code de la commande publique, ainsi que dans l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

En particulier, les études d'avant-projet comprennent l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

L'assistance à la passation des contrats de travaux (ACT) inclut l'assistance dans la rédaction des pièces administratives et techniques des différents DCE ainsi que dans la négociation éventuelle avec les entreprises candidates aux différents marchés.

Article 3. – Durée du marché – Reconduction – délais d'exécution

Durée du marché :

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement (art. 4 à 6).

Reconduction :

Le marché ne sera pas reconduit.

Article 4 – Organisation de la consultation

Article 4.1 - Procédure de passation

La présente consultation est passée, dans le respect des dispositions du code de la commande publique, selon la procédure suivante : procédure adaptée avec négociations soumise aux dispositions des articles L2124-1 et R2124-1 du Code de la Commande Publique.

Déroulement de la consultation

La procédure est décomposée en trois phases distinctes :

- Une phase de candidature au terme de laquelle les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés ;
- Une phase d'offres initiales
- Une phase d'offres définitives (après négociations).

Article 4.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

En application de l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur impose la forme juridique du groupement en cas de nécessité pour la bonne exécution du marché.

Le marché portant sur la maîtrise d'œuvre, il apparaît que seul ce type de groupement pourra garantir un bon déroulement des prestations.

Le mandataire du groupement sera l'architecte.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Article 4.3 – Constitution de l'équipe

Chaque équipe désireuse de se porter candidate se constituera obligatoirement dès le stade de candidature en groupement momentané de maîtrise d'œuvre comprenant au minimum :

- Un ou plusieurs Architectes, inscrits au tableau de l'Ordre des Architectes pour les architectes français ou possédant un diplôme reconnu au titre de la directive n° 85/384/CEE du 10 juin 1985 avec des compétences **ou expériences minimales pour une architecture biosourcée et des propositions en matière d'énergie renouvelable. D'autre part, il faudra que le candidat architecte mette en valeur au regard de ces expériences et références des compétences en communication et concertation de projets lors d'échange avec un groupe d'habitants.**
- Un paysagiste
- des compétences d'OPC
- des compétences Maîtrise d'œuvre d'exécution

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur a décidé de limiter le nombre de candidats qui seront invités à participer à la phase d'offre. Le nombre maximum de candidats qu'il a prévu d'inviter à présenter **une offre est de 3.**

4.4- Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

Article 5 – Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

1) Pour la phase de candidature, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de chaque entreprise :

Libellés	Signature exigée
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-11 du code de la commande publique	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	Non
Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat	Non
Une lettre de candidature avec en cas de groupement l'habilitation du mandataire par ses co-traitants	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature exigée
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de chaque entreprise :

Libellés	Signature exigée
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours récentes indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par	Non

une déclaration du candidat	
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature exigée
Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats : Libellés	Non
Pour l'architecte mandataire la preuve de l'inscription à l'ordre des architectes ou tout moyen prouvant que le candidat exerce cette profession.	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence.

Chaque membre du groupement **choisira 3 à 5 références individuelles récentes d'opérations de complexité ou d'échelle équivalente, ou réalisées dans un contexte similaire qui préciseront :**

- intitulé et lieu de l'opération
- maître d'ouvrage concernée
- date de livraison
- coût des travaux (€ HT)
- superficie en m²

-type de mission effectuée par le candidat au titre des articles R2431-4 à R2431-35 du code de la commande publique.

En complément, et uniquement pour l'architecte mandataire, les références listées feront l'objet d'une présentation illustrée qui permettra d'analyser la qualité architecturale des références.

-Les candidats sont informés que les références présentées devront faire apparaître une sensibilité au dialogue, à la communication de projet auprès de groupe d'habitants. Cette spécificité sera considérée par la Maîtrise d'œuvre, comme une plus-value à la qualité de la candidature.

-D'autre part, les références devront également démontrer dans la mesure du possible à la mise en valeur d'une architecture biosourcée et des propositions en matière d'énergie renouvelable.

Ces documents devront permettre de juger de la qualité des projets présentés et du soin apporté à la mise en œuvre des aménagements. Ils illustreront le savoir-faire des membres de l'équipe candidate dans le domaine d'études et de construction de bâtiments de complexité similaire.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

2) Pour la phase d'offre, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes (calendrier)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat décrivant la méthodologie pour la réalisation des missions.	Non
Une note méthodologique, fiche technique d'intention démontrant la compréhension et l'appropriation du programme par l'équipe de maîtrise d'oeuvre candidate afin d'exprimer leur réflexion : Le rendu prend la forme d'une page de format A4 recto et verso maximum	Non
Le rapport d'étonnement (éventuel) : si l'entreprise constate des manquements ou des incohérences dans le cahier des charges elle devra les stipuler dans un rapport d'étonnement. Tout ou partie de ce rapport pourra être intégré dans le contrat par une mise au point ou le cas échéant faire l'objet de points de négociation.	Non
Attestation de visite de site obligatoire (qui sera organisée avec les 3 équipes sélectionnées en phase n°1)	oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Article 6 – Examen des candidatures et des offres

6.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur a décidé de limiter le nombre de candidats qui seront invités à participer à la phase d'offre. Le nombre maximum de candidats qu'il a prévu d'inviter est de 3 candidatures.

Les critères retenus pour la sélection des candidatures sont :

Critères
1-Cohérence des moyens proposés : moyens humains, techniques et financiers dont dispose l'équipe pour assurer les missions.
2-Pertinence de la composition de l'équipe au regard des exigences des compétences demandées
3-Qualité des références présentées par le groupement relatives à des opérations de complexité et d'importances similaires et la dernière réalisation effectuée il sera également apprécié à travers ces références la sensibilité au dialogue, à la communication de projet auprès de groupe d'habitants. D'autre part, les références devront également démontrer dans la mesure du possible à la mise en valeur d'une architecture biosourcée et des propositions en matière d'énergie renouvelable.
4-Qualités architecturales des références illustrées présentées par le(s) architecte(s) de l'équipe ayant un lien avec l'objet de la commande et compétences et expériences en matière <u>de maîtrise d'œuvre d'exécution</u>

A l'issue de l'examen des candidatures, seuls les 3 meilleurs candidats admis à soumissionner sont invités à participer à la suite de la consultation et à remettre une offre. Les autres candidats sont informés du rejet de leur candidature.

En application de l'article R. 2144-5 du Code de la commande publique, les candidats sélectionnés doivent remettre, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, les documents justificatifs et autres moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-12 du Code de la commande publique. Les éléments et documents rédigés dans une langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes documents pour chacun de ses sous-traitants. En cas de groupement, le mandataire remet également les mêmes documents pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants.

Si un candidat sélectionné ne fournit pas les documents demandés dans le délai imparti, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé. Dans ce cas, le candidat dont la candidature a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents précités.

NOTA : Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les documents justificatifs et autres moyens de preuve dès la phase de candidature. Dans ce cas, ils ne seront pas demandés une seconde fois au candidat sélectionné.

6.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée. Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres lors de la phase « offre » (sur un total de 100 points) sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur technique de l'offre	60 points se décomposant en :
1.1 -Qualité de la Note méthodologique démontrant l'appropriation et la compréhension des enjeux et des données programmatiques	Note maximale : 40 points
1.2- Méthodologie pour la réalisation de la mission (sous-critère apprécié sur la base de la méthodologie présentée par le candidat, tant en phase conception que réalisation et suivi de chantier (nombre de réunions, visites inopinées...)	Note maximale : 10 points
1.3-Optimisation des délais de réalisation (<i>de production de l'équipe de MOE</i>)	Note maximale : 10 points
2-Prix des prestations (La note attribuée à chaque candidat sera calculée par application de la formule suivante : $\text{Note} = (\text{prix le plus compétitif} / \text{prix de l'offre examinée}) \times 40$)	Note maximale : 40 points

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Nota : Avant tout classement des offres, celles-ci sont examinées en termes de conformité. Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées sans être classées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable* est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

6.3 - Suite à donner à la consultation

A l'issue de l'examen des candidatures, seuls les 3 candidats admis à soumissionner sont invités à remettre une offre.

A l'issue d'une phase éventuelle de négociations, et après confirmation par chaque candidat des modifications éventuelles de son offre, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères pondérés définis précédemment. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation si celle-ci correspond à son besoin.

Les modalités de déroulement des négociations seront détaillées dans l'invitation à soumissionner. L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur de l'acheteur public.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Article 7 – Composition et Délivrance du dossier de consultation au maître d'œuvre

1) Au stade « candidatures », le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les documents du programme de l'opération défini par le Maître d'ouvrage et les différents éléments techniques qui en découlent
- Le calendrier prévisionnel de l'opération
- Les pièces administratives (fiche de renseignements, DC1 et DC2)

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction sur le site : <https://demat-ampa.fr>

2) Au stade « offres », le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- Les éventuelles pièces techniques écrites et graphiques complémentaires, remises par le Maître d'ouvrage

Article 8 – Variantes

Il n'est pas exigé de variante de la part de l'acheteur et les variantes proposées par les candidats ne sont pas autorisées.

Article 9 - Délais de validité des offres :

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date de réception des offres.

Article 10–Restrictions liées à la présentation des candidatures

Conformément aux articles R. 2142-4 et R. 2142-23 du code de la commande publique, une même entreprise ne peut présenter, pour le marché, plusieurs candidatures en agissant à la fois :

-en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Par application des articles L. 2193-3, alinéa 2, et R. 2142-27 du code de la commande publique, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées par le titulaire ou, en cas de cotraitance, par un ou plusieurs membres du groupement et ne fassent, en aucun cas, l'objet de sous-traitance : Les éléments de mission de la phase d'études, élément de mission ACT (« Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ») inclus.

11- Renseignements complémentaires

11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi de la demande par le candidat.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur de la réponse aux candidats ayant retiré le DCE.

11.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet

BP 947

33063 BORDEAUX CEDEX

Tél : 05 56 99 38 00

Télécopie : 05 56 24 39 03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Bordeaux (coordonnées ci-dessus).

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

CCIRA de Bordeaux

DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C

11 Avenue Pierre Mendès France

Immeuble Le Pôle

33700 MERIGNAC

Tél : 05 55 12 20 47

Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr